

Etude des manifestations de la corruption dans le système scolaire nigérien à partir des collèges de Niamey

Résumé

Parmi les pratiques des acteurs de l'école au Niger, des attitudes et comportements favorables à la corruption sont de plus en plus observés et tendent à remplacer les normes officielles en la matière. Alors que le secteur éducatif se heurte à des crises multiformes, la corruption s'installe progressivement dans les comportements des principaux acteurs. Cet article met en lumière la corruption en milieu scolaire dans ses manifestations et son étendue. Ce qui a permis d'étudier les causes profondes et d'en dresser une typologie dans le système éducatif nigérien à travers le vécu quotidien des acteurs observés dans les collèges de Niamey. Les pratiques corruptives en milieu scolaire nigérien entraînent des enjeux multiples non seulement au plan de la qualité des enseignements apprentissages mais aussi au niveau de l'image générale de l'école.

Mots clés : corruption, système scolaire, collèges, Niger.

Abstract

Among other practices of school actors in Niger, attitudes and behavior in favor of corruption become more and more observed and they tend to replace official norms related to the issue. Thus, educational sector come against multiple crises, corruption takes grounds progressively in actor's main behavior. This paper aims at putting emphasis on corruption in school arena throughout its wider appearance. This allowed to make a study on the main causes and to set a typology of corruption in the educational system through the daily life of school actors observed in Niamey junior secondary schools. Corruption practices in Niger school arena bring about various outcomes not only on the quality of the teachings but also on school image in general.

Keywords: corruption, educational system, junior secondary schools, Niger

INTRODUCTION

Le rôle de l'éducation dans le processus du développement aujourd'hui n'est plus à démontrer. Aucune perspective de développement n'est envisageable sans une politique cohérente en matière d'éducation. Au Niger l'éducation a toujours été une priorité nationale et est considérée comme un service public assuré par l'Etat. Ce qui suppose donc l'existence d'un système éducatif qui est un ensemble d'actions entreprises et encadrées par des règles dans la délivrance. Pour évaluer la pertinence de ce système en général on se focalise sur son produit. A ce sujet, actuellement l'on s'accorde à dire que le produit du système éducatif est de moindre qualité. En cause, l'incohérence des politiques éducatives (Abdourahamane, 2009), les problèmes de pilotage, les pratiques et logiques des acteurs autour de la question de l'éducation (Abdourahamane, 2015 ; Daouda, Abdourahamane et Chékaraou, 2015), entre autres. Dans la panoplie des pratiques des acteurs, des comportements favorables à la corruption sont de plus en plus observés et tendent à remplacer les normes officielles en la matière. Dans un rapport de l'Association Nigérienne Lutte contre la Corruption, il est démontré que les lois qui interdisent et sanctionnent la corruption au Niger ne sont pas bien comprises par la majorité des personnes quel que soit leur niveau d'instruction (ANLC /TI, 2004). Cet article pose le problème de la corruption en milieu scolaire nigérien, plus particulièrement au niveau du secondaire. Dans une approche empirique, basée sur enquête quantitative et qualitative, le texte pose la problématique de la corruption en milieu scolaire nigérien. Les perceptions et les pratiques des acteurs du monde scolaire ont permis de dresser des types sociaux de pratiques corruptives au secondaire à travers les différentes manifestations de la corruption dans ce milieu.

1. Problématique

Dans les sociétés modernes, la mission de l'école consiste à socialiser les individus en leur inculquant les normes et les valeurs de leurs milieux d'appartenance. Parmi ces valeurs figurent l'intégrité morale, l'honnêteté, le sens de responsabilité. Les cultures africaines en général acceptent les gestes financiers communément appelés « argent de cola » qui existaient dans les traditions et les coutumes (Tidjani, 2005). Il s'agit de cadeau ou de présent offert par un client à un démarcheur ou un subordonné à son supérieur afin de renforcer les bonnes relations. Avec la monétarisation de l'économie, le sens de ces relations s'est complètement transformé et a pris l'allure de la corruption (Niandou, 2011).

Les recherches sur les systèmes d'éducation en Afrique n'ont pas mis un accent particulier sur la question de la corruption. Pourtant La corruption dans le secteur d'éducation constitue une menace sérieuse à la réussite de l'Education Pour Tous(EPT) (Mokaddem, 2010).

Au Niger, la corruption est, de nos jours, répandue dans tous les secteurs de la vie socio-économique. Aucun secteur n'échappe à ces pratiques admises souvent dans les mœurs mais qui finissent par contraster avec les normes officielles.

Alors que le secteur éducatif se heurte à d'autres crises telles que les contraintes financières, la mauvaise gestion, le manque d'efficacité, le gaspillage des ressources, la mauvaise qualité de la prestation de services et l'absence de

pertinence comme le démontre, entre autres, le taux de chômage élevé chez les jeunes diplômés, la corruption s'installe progressivement dans les comportements des principaux acteurs. L'école en particulier, un des domaines sensibles de la société, est aujourd'hui très affectée par la corruption. Ce qui contribue à la rendre fragile. A l'origine on retrouve diverses raisons susceptibles d'expliquer la corruption en milieu scolaire. Ces raisons sont toutefois variables d'un acteur à un autre en fonction des logiques propres à chaque catégorie sociale.

1.1. Contexte

La corruption dans le système éducatif demeure préoccupante. Elle entraîne une mauvaise distribution des compétences et la propagation d'une « culture de la corruption ». Cela donne naissance à une dichotomie de la société composée des corrupteurs et des corrompus. La société nigérienne tente de camoufler les pratiques corruptives, en en faisant des pratiques coutumières licites par essence, qui passent par des considérations taboues et, par la même occasion, échapper à toute analyse tangible.

Au Niger, selon ANLC (2004) dans l'étude sur la corruption dans l'enseignement, l'éducation se retrouve en première position de tous les secteurs corrompus. La corruption est devenue un phénomène social total du fait de sa généralité dans tous les domaines et cela par des manifestations admises et acceptées qui, apparaissant très souvent dans un style d'atténuation, lui confère une fonction de remerciement ou de respect ou d'obligation. La corruption présente des caractéristiques complexes qui fondent la typologie d'Amundsen (2000) pour qui, il faut en distinguer cinq formes : prévarication, pot-de-vin, fraude, extorsion et favoritisme sur lesquels s'ajoute le détournement des fonds, les travailleurs fantômes c'est-à-dire ceux qui touchent un salaire sans travailler et le trafic d'influences (Tsobo & Cedrick, 2014).

En milieu scolaire nigérien, la manifestation de la corruption s'assimile à l'attitude paradoxale des élèves ou des parents qui se rapprochent des directeurs, des enseignants dans le souci d'obtenir des notes fallacieuses, d'avoir une gratification ou accéder à un niveau supérieur non mérité. Mais pour qu'un acte de corruption ait lieu, il faut nécessairement les deux parties, et par là le personnel des institutions éducatives apparaît comme un acteur clé.

Dans leurs pratiques courantes, certains enseignants interpellent les élèves en leur exigeant de l'argent ou un service quelconque, condition pour attribuer des notes arbitraires et par là contribuer à la mauvaise formation de ces élèves (<http://www.com/dissertation/corruption>). La production touche le financement des écoles, les contrats publics dans le domaine de l'éducation, la diffusion de manuels, l'organisation des examens, les concours de recrutement des enseignants et autres corps professionnels. Les pratiques les plus visibles en milieu scolaire sont la falsification des bulletins de notes, la vente des sujets des examens à l'avance, l'exploitation ou maltraitance d'élèves, le détournement de fonds destinés aux matériels pédagogiques, aux bâtiments scolaires.

Tout le monde, de façon presque unanime affronte quotidiennement et sans espoir, les affres de la corruption et de la fraude. La corruption en milieu scolaire est une construction sociale de la réalité (Bolliet & Schmitt, 2002). Chacun à son niveau se

trouve obligé de le faire autrement, dans une discrétion parfois totale, pour sauver les apparences. Ceci est le plus souvent remarqué lors des compositions et devoirs, des examens et concours, des attributions de bourses et subvention d'études mais aussi dans le financement des écoles, leurs équipements et même les fournitures scolaires. Pourtant, les conséquences de ces pratiques sont réelles et ont pour noms la baisse du niveau, la perte de crédibilité des formations et des diplômes qui seront délivrés par l'institution scolaire.

La corruption au Niger monte en puissance dans un contexte où la démographie pose beaucoup de préoccupations (Guengant & Maga, 2015). En effet, la population du Niger est estimée à près de 18, 2 millions d'habitants Recensement Général de la Population et de l'Habitat [RGPH] (2012). Elle est essentiellement rurale. Le taux de scolarisation est de 82% en 2013 malgré les progrès importants réalisés en matière de scolarisation. Les études diagnostiques conduites ces dernières années ont montré que la situation reste encore préoccupante notamment avec le taux de scolarisation de la jeune fille 74,7% en 2013 (Institut National de la Statistique, [INS],2014).

Ce mouvement de corruption intervient, il faut le noter, dans un contexte où l'enseignement dans sa pratique est devenu non pas une fonction de vocation, comme il l'était auparavant, mais le derniers recours pour ne pas rester chômeur.

Selon Rabiou et al. (2007), l'avènement du système de contrat, introduit autour des années 2000, n'est pas neutre même si bien avant la corruption existait dans la délivrance des services au Niger.

La pauvreté de la population nigérienne, 63% selon l'UNFPA-Niger (2002), constitue le principal motif de course vers la recherche d'un meilleur pouvoir d'achat. Les rémunérations du personnel enseignant, notamment contractuel, sont globalement insatisfaisantes et varient entre 75.000 fcfa pour la Base I (école primaire) de 100.000 fcfa pour le secondaire (collège et lycée). Dans ce domaine, les conséquences de la corruption touchent non seulement la qualité de la formation mais aussi la crédibilité du produit fini. De manière générale, tout le monde est conscient de l'existence de ce phénomène. Mais, les principaux acteurs, sans changer leurs pratiques, sombrent dans l'attente d'une réponse de la part des pouvoirs publics. L'objectivité de la gestion de ces derniers est aussi remise en cause dans la mesure où un lien est fait en général entre le mode de gestion et l'efficacité des institutions. C'est dans ce sens qu'un rapport de la Banque Mondiale soutient que la corruption prospère dans les pays où les politiques lui donnent des motivations et où les institutions de répression sont faibles (Banque Mondiale, 1998). Ce qui est le cas de la plupart des pays en développement.

Au Niger, les pouvoirs publics œuvrent depuis un certain temps pour la réduction du phénomène de corruption. En témoigne la création en 2012 d'une institution dénommée Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA). Cette institution qui a à son actif plusieurs rapports dans divers secteurs dont celui de l'éducation, œuvre désormais dans le même sens que l'Association Nigérienne de Lutte contre la Corruption (ANLC /TI), section de Transparency International.

Ces institutions, même en l'absence de pouvoir répressif constituent des moyens de dissuasion dans un contexte où l'administration publique est incapable d'organiser le moindre test ou un concours de recrutement de nouveaux agents à la fonction publique, qu'il soit écrit ou oral, sans que cela ne soit entaché d'irrégularités. Ce qui donne lieu à des annulations de concours avec par exemple des saisines du gouvernement par l'Association nigérienne de lutte contre la corruption (ANLC), section de Transparency International.

1.2. Objectif de la recherche

Il s'agit de mettre en lumière la corruption en milieu scolaire dans ses manifestations et son étendue en vue d'en étudier les causes profondes d'en dresser une typologie dans le système éducatif nigérien à travers les pratiques des acteurs.

2. Méthodologie

2.1. Le site de la recherche

Pour la faisabilité de la recherche, nous avons inscrit cette étude dans le premier arrondissement de la ville Niamey compte tenu de ses potentialités par rapport aux autres arrondissements. En effet, cet arrondissement communal peuplé de 196 433 habitants possède une Direction Départementale des Enseignements Secondaires (DDES) qui couvre les établissements des Enseignements Secondaires du Premier Arrondissement de Niamey.

Il est composé de 19 collèges d'enseignement général (CEG), dont 12 établissements privés et 7 établissements publics. L'ensemble de ces établissements donne un effectif de 8608 personnes dont 8162 élèves, 372 enseignants et 74 individus du personnel administratif.

2.2. Le profil des participants

La population d'étude est composée des élèves de 4^{ème} et 3^{ème}¹, des enseignants et du personnel administratif des collèges du premier arrondissement de la ville de Niamey. Donc sont considérés comme répondants dans cette étude :

- ✓ Les élèves, filles comme garçons, des classes de 4^{ème} ou de 3^{ème} ;
- ✓ Les enseignants des collèges ;
- ✓ Le Personnel administratif des établissements concernés.

2.3. La taille de l'échantillon

Un pourcentage des établissements a été établi à l'intérieur desquels ont été tirées au sort les personnes susceptibles d'être enquêtées en fonction du profil indiqué ci-haut. Ainsi, un échantillon de 5 établissements a été retenu sur un total de 19 soit 26 %, qui est ensuite réparti proportionnellement entre les deux catégories d'établissement (publics et privés). Ce qui donne au total deux établissements publics et trois établissements privés. Les collèges retenus sont : CEG 6 et CEG Yantala 1 qui ont représenté les collèges publics et le CEG Floot German, le CEG Yasmina et CEG Mara pour le compte de collèges privés.

¹ Le choix de cette catégorie s'explique par le fait que les classes de 4^e et 3^e sont des classes à enjeux (préparations et passages des examens)

L'enquête s'est déroulée auprès d'une population échantillon de 250 élèves (3%), 70 enseignants (19%) et 29 membres de l'administration (39%) repartis dans les 5 établissements.

Les deux cents cinquante (250) élèves échantillonnés sont repartis comme suit :

- 50 élèves du CEG6 composés de 35 filles et 15 garçons ;
- 50 élèves du CEG Yantala1 composés de 30 filles et 20 garçons ;
- 50 élèves du CEG Froot German composés de 10 filles et 40 garçons ;
- 50 élèves du CEG Yasmina composés de 30 filles et 20 garçons ;
- 50 élèves du CEG Mara composés de 35 filles et 15 garçons.

2.4. Outils de collecte de données et techniques d'administration

Le principal outil de collecte des données utilisé est le questionnaire dont un pour les élèves et un pour les enseignants et le personnel administratif. Le mode d'administration du questionnaire est direct. Les questionnaires ont été distribués à la population de l'échantillon et ramassés plus tard après remplissage. A cela s'ajoute l'enquête par entretien utilisée dans le but d'approfondir la connaissance de certaines pratiques corruptives.

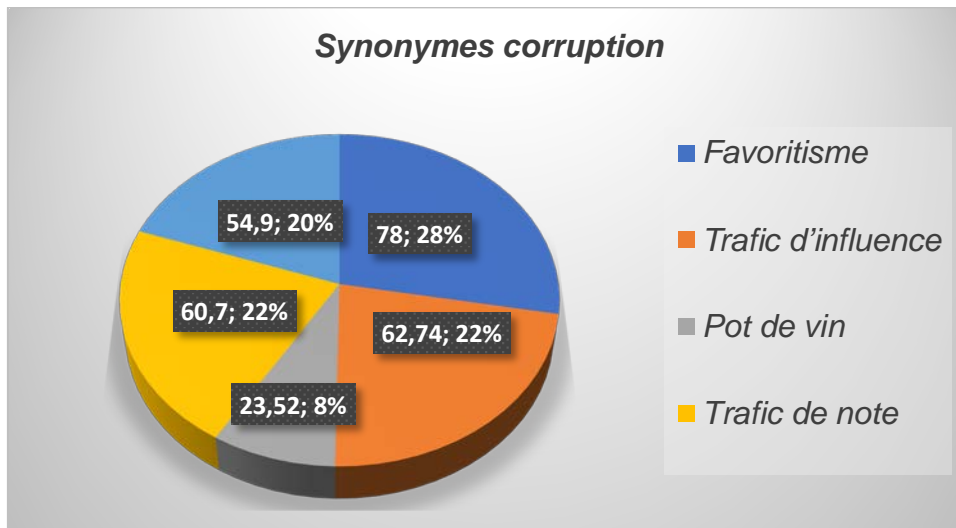
3. Présentation des résultats

3.1. Age et sexe des participants

Parmi les élèves enquêtés, les garçons représentent 44% et les filles 56% dont l'âge est compris entre 15 et 19 ans du fait des implications des crises d'adolescences liées à cet âge sur certaines pratiques corruptives. Pour les enseignants et le personnel administratif le taux des hommes enquêtés (38,58% et 31,04% respectivement) est inférieur à celui des femmes (61,42 et 68,96% respectivement).

3.2. Connaissance sur la corruption

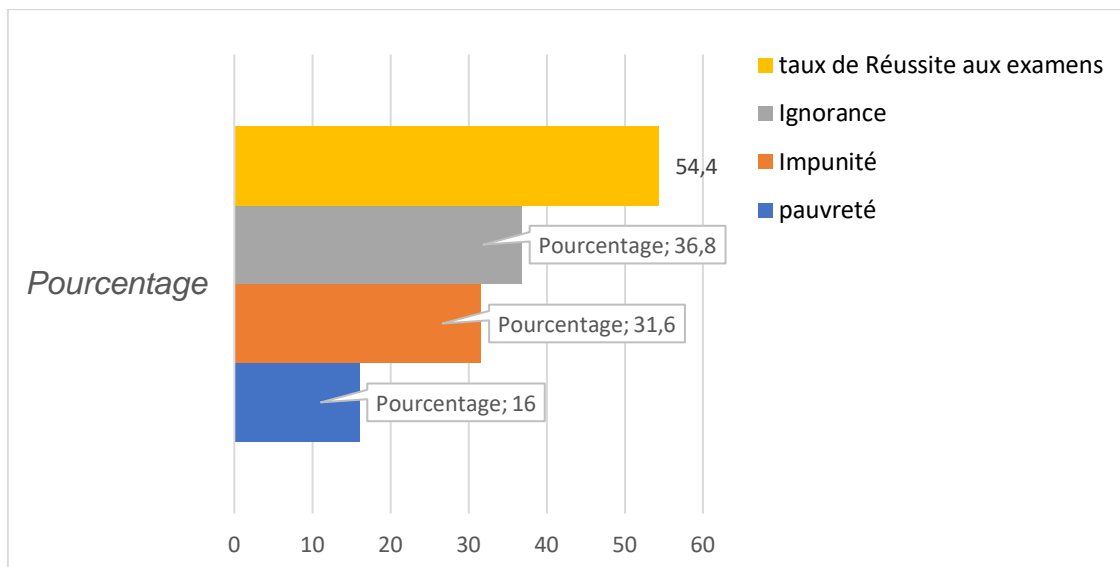
La corruption domine le milieu scolaire nigérien. Tous les élèves enquêtés (100%) en ont entendu parler et ça se passe à la manière rapportée par Hallak & Poisson (2002) : « *l'Utilisation systématique d'une charge publique pour un avantage privé, qui a un impact significatif sur la disponibilité et la qualité ou l'équité de l'éducation* ». Il s'agit en un mot de satisfaire ses besoins par des moyens illégaux. C'est une stratégie de réussite que les gens ont trouvé et qu'ils utilisent rationnellement pour atteindre leur but (Assogba, 1999). Chez les enseignants, et les personnels administratifs, les termes tels que le favoritisme, le trafic d'influence, le trafic de notes, le recrutement parallèle et le pot de vin (Hallak & Poisson, 2002), sont les plus couramment utilisés pour désigner la corruption. Le graphique donne de précision sur les proportions.



Graphique n°1 : termes utilisés comme synonymes de la corruption (n = 70)

3.3. Causes de la corruption

Au Niger, la corruption vient de causes multiples et complexes parfois profondément attachées au social. En effet, le poids de la « solidarité mécanique », au sens durkheimien, transforme la corruption en ce qu'on appelle « le social » (l'obligation familiale). Et du coup l'individu fait tout, y compris corrompre, pour satisfaire ce social. Contrairement à la conception occidentale de la société, le Niger a une conception très large de la famille. Ce qui est l'une des causes de la corruption en Afrique. La charge familiale et l'analphabétisme sont entre autres les facteurs qui poussent les parents à la corruption dans le domaine de la scolarisation.



Graphique n° 2 : causes de corruption selon les élèves

Les informations recueillies auprès des élèves permettent d'appréhender les causes de la corruption à plusieurs niveaux : éducatif, socioculturel, économique et politique. La première cause est liée à la volonté de réussir aux examens (54,4%) suivie de l'ignorance (36,8%), de l'impunité (31,6%), et de la pauvreté (16%).

Une autre cause est celle liée aux cours privés ou cours de répétition. En effet, d'après les témoignages lors des entretiens avec les personnes ressources, les professeurs n'enseignent qu'une partie du programme pendant les heures officielles de classe et obligent leurs élèves à participer aux cours particuliers (cours privés) pour les leçons manquantes, les parties susceptibles de venir pour les évaluations : interrogations, devoirs de classe, exercices de maisons.

L'observation des pratiques des acteurs et leurs perceptions vis-à-vis de ce phénomène, permettent de classer les causes en trois catégories : socioculturel, économique et politique.

- Causes socioculturelles : d'abord il y a la recherche de facilité et le souci de réussir aux examens ; ensuite, au niveau du personnel administratif, la réalisation d'un meilleur score en terme de taux de réussite est un facteur amplificateur du phénomène. L'on note enfin les liens de parenté ou d'amitié communément appelés PAC (parents, amis et connaissances), qui s'expriment parfois sous la forme de pression sur les professeurs et les membres de l'administration ;
- Causes économiques : l'on retient des élèves que la pauvreté et l'insuffisance du pouvoir d'achat justifient cette pratique chez les enseignants et le personnel administratif. Pour les élèves, les enseignants et le personnel administratif qui œuvrent dans les réseaux des corruptions afficheraient les meilleures conditions économiques vis-à-vis de ceux qui suivent les textes à la lettre ;
- Causes politiques : les facteurs explicatifs de la corruption sont l'impunité et la dévalorisation de l'enseignement. Pour les enseignants et les membres de l'administration, la dévalorisation de la fonction dans l'éducation en général et celle de l'enseignant en particulier n'est pas neutre, la rémunération (salaire, pécule) ne correspond pas au métier de l'éducateur.

3.4. Les manifestations de la corruption en milieu scolaire

La corruption se manifeste de plusieurs manières. En ce qui concerne cette recherche, les entretiens sur la perception de la corruption en milieu scolaire et les observations ont permis de distinguer trois grandes formes de pratiques corruptives à savoir :

- Les interactions entre correcteurs des examens et parents d'élèves se traduisent par des pratiques corruptives ;
- L'ingérence de tierces personnes sous formes d'intermédiaires qui assurent les échanges divers entre parents et correcteurs des examens ;
- Les réseaux d'enseignants ou des complices qui se forment principalement pendant les périodes d'examens pour offrir des services de fraudes et promettre le succès aux examens.

On remarque que dans les sociétés africaines, les acteurs ont recours à des stratégies semblables dans leurs pratiques corruptives. Ainsi, à l'instar du Niger, il a été démontré qu'« *En Côte d'Ivoire, les problèmes de corruption en milieu scolaire sont plus récurrents lors des inscriptions dans les établissements scolaires et des évaluations (tricherie, fraude durant les examens de fin d'année, faux diplômes etc.)* » (Ettien et al. 2007, p.10).

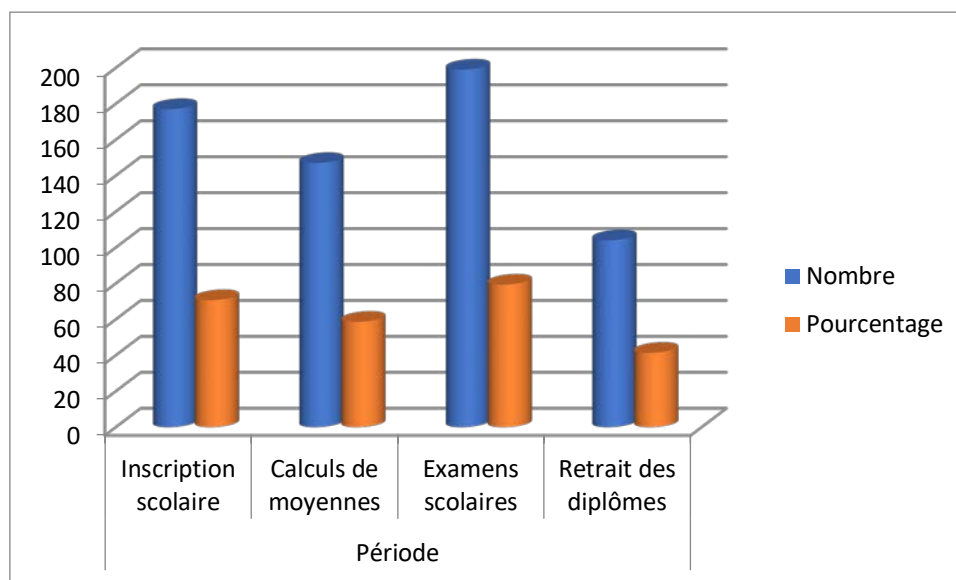
Les enseignants en réseaux de corruption identifient souvent les correcteurs dans les jurys des examens et demandent des sommes d'argent aux parents d'élèves. Ils proposent également leurs services aux élèves qui sont obligés de convaincre leurs parents. Ceci se traduit par des consignes données aux élèves dans le but de reconnaître leurs copies pendant la correction. Il faut noter que malgré le dispositif en place pour lutter contre les fraudes ces pratiques existent encore et prennent des allures inquiétantes avec la technologie qui est un facteur facilitant.

Au niveau des jeunes filles, la corruption se manifeste par l'entretien de relation de tout genre entre élèves et enseignants ou membres de l'administration pour les faveurs et les facilités. C'est le phénomène de NST (notes sexuellement transmissibles). Le favoritisme quant à lui, se manifeste de plusieurs façons à travers des cours de renforcements auxquels les élèves sont contraints de participer.

3.5. Périodes favorables et modalités de la corruption

Les moments les plus propices à la corruption sont les périodes des examens et devoirs, des tests de recrutement, d'attribution de bourse et aussi à l'occasion de transfert d'un établissement à un autre. Concernant cette dernière pratique très présente dans les milieux scolaires secondaires surtout, elle consiste à réinscrire un élève exclu d'un établissement public dans un nouvel établissement public. Toutes ces pratiques sont conditionnées par le versement des sommes exigées qui varient selon la demande :

- 50 000 à 100 000 FCFA pour l'obtention du BEPC (Brevet d'Études du Premier Cycle.) ;
- 25.000 à 30.000 FCFA pour l'inscription dans un autre établissement public².



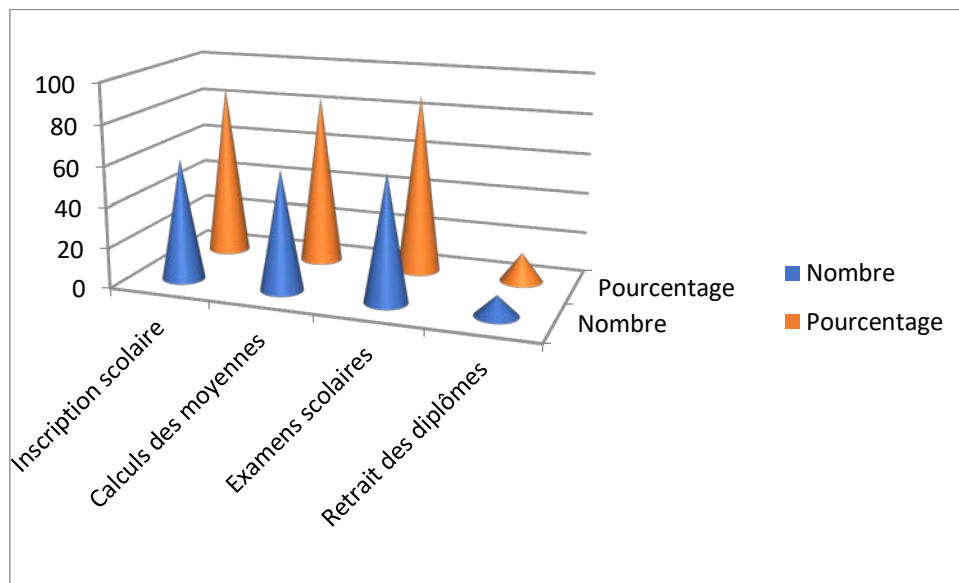
Graphique n° 3 : périodes favorables à la corruption selon les élèves.

² Ces informations ont été données dans un rapport de l'Association nigérienne de lutte contre la corruption (ANLC/TI) en 2004 et reprises lors d'une table ronde sur les comportements non observant des acteurs de l'école au Niger au Laboratoire d'Etudes et de recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local(LASDEL) en 2018.

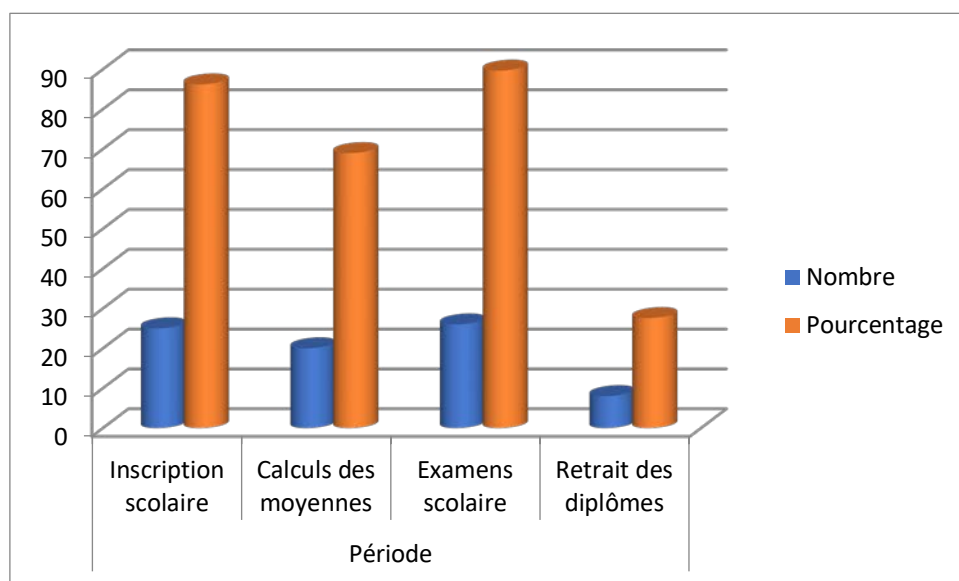
Les données de ce graphique montrent que la période la plus fréquente pour la corruption, est la période des examens scolaires, suivi par la période d'inscription dans les établissements, la période de calculs de moyennes, et la période de retrait des diplômes.

Les astuces utilisées sont multiples. Les plus récurrentes sont :

- L'utilisation des moyens financiers pour obtenir des notes pendant les examens de fin d'année ;
- La substitution de la copie initiale par une nouvelle copie après avoir fait reprendre la composition à l'élève. Celui qui ne le fait pas est taxé de méchant par son entourage



Graphique n°4 : période favorable à la corruption selon les enseignants



Graphique n°5 : période favorable à la corruption selon le personnel administratif

Les données des graphiques 4 et 5 montrent que, selon les enseignants et le personnel administratif, la période la plus fréquente pour la corruption, est la période des examens scolaires, suivi e par la période des inscriptions dans les établissements, la période de calculs des moyennes, et la période de retrait des attestations.

Les astuces utilisées sont multiples. Les plus récurrentes sont :

- l'utilisation des moyens financiers pour obtenir des notes pendant les examens de fin d'année ;
- la substitution de la copie initiale par une nouvelle copie après avoir fait recomposer l'élève. Celui qui ne le fait pas est taxé de méchant par son entourage.

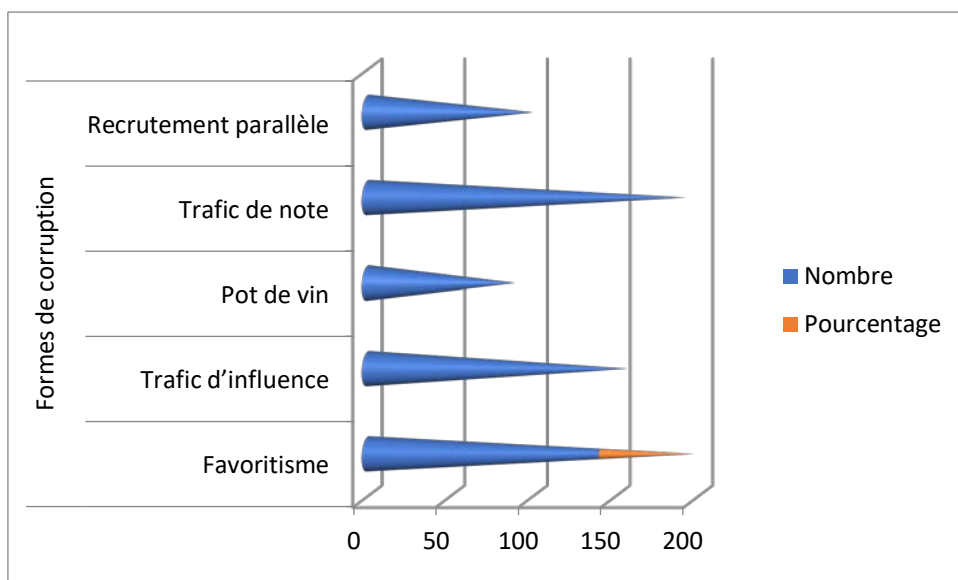
3.6. Acteurs de la corruption

Selon les informations recueillies auprès des élèves, les parents sont les premiers responsables de la corruption avec 69,2%, des administrateurs (51,6%), ensuite les enseignants, les élèves. Dans une autre recherche au Cameroun, Ngassa (2016, p11) a montré aussi que « *Si les personnels enseignant et d'appui sont indexés comme les initiateurs de la corruption dans les établissements scolaires, les élèves, eux même, reconnaissent qu'ils sont très souvent les initiateurs de l'acte corruptif* ».

3.7. Formes de corruption

Selon les élèves, les formes de corruption les plus répandues en milieu scolaire sont : le trafic de note (76,47%) suivis de trafic d'influence (62,74%), du favoritisme (56,86%), du recrutement parallèle (40%) et du pot de vin (35,29%). La corruption lors des concours et examens scolaires se présente sous trois formes :

- la corruption met face à face des correcteurs et des parents d'élèves dont l'objectif premier est la réussite de leurs enfants ;
- la corruption peut se produire par des intermédiaires qui prennent de l'argent auprès des parents pour entreprendre des démarches auprès des correcteurs ;
- des groupes d'enseignants ou des complices se forment principalement pendant le période d'examens pour offrir des services de fraudes et promettre le succès aux examens pour les élèves.
- Ces enseignants connaissent souvent les membres des jurys des examens et demandent des sommes d'argent aux parents d'élèves. Ils proposent également leurs services aux élèves qui sont obligés de convaincre leurs parents.



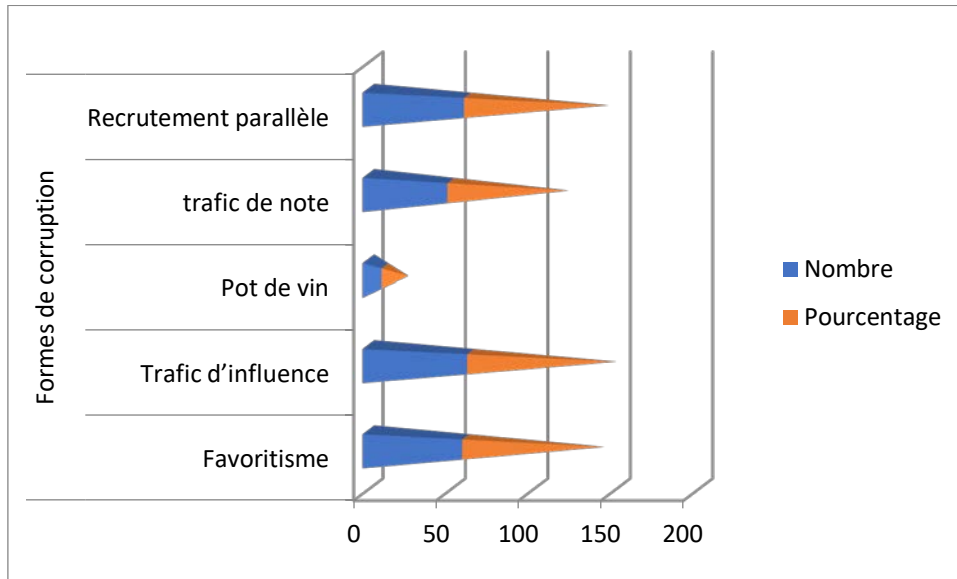
Graphique n° 6 : formes de corruption les plus répandues en milieu scolaire selon les élèves

Pour les enseignants, le trafic d'influence (88,57%) représente la première forme de corruption, suivi de recrutement parallèle (85,71%), du favoritisme (84,28%), de trafic de note (71,42%), et enfin du pot de vin (14,28%).

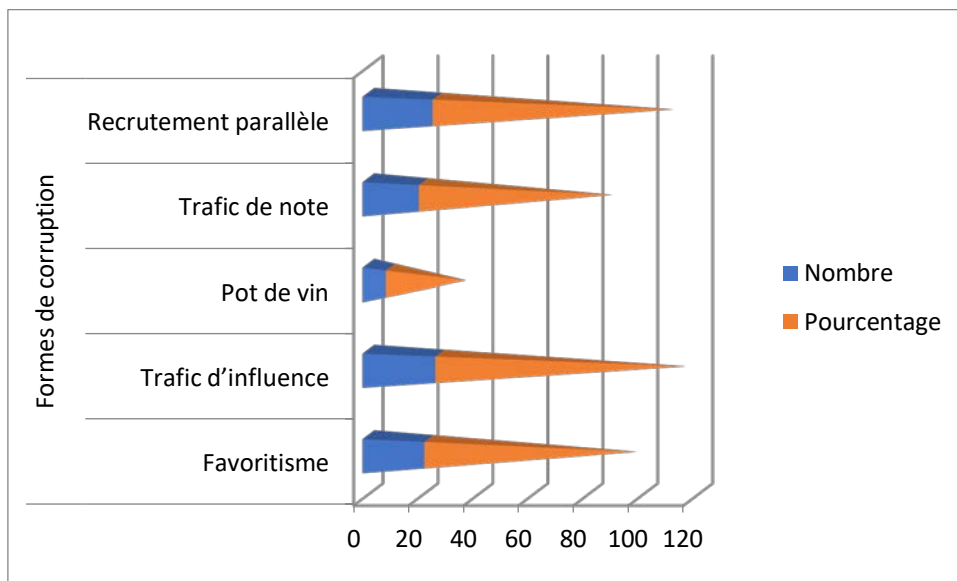
Pour le personnel administratif le trafic d'influence (89,2%) se place également en tête parmi les formes de corruptions suivi du recrutement parallèle (86,2%), du favoritisme (75,86%), du trafic de note (68,96%) et, enfin du pot de vin (27,58%).

Le trafic d'influence se fait le plus souvent sur la base de chantage, d'abus d'autorité ou de lien de parenté et ou d'amitié. Le trafic de note quant à lui se manifeste par la falsification de notes dans les relevés ou les cahiers de note lors des orientations.

Au niveau des jeunes filles la corruption, se manifeste par l'entretien de relation entre élèves et enseignants ou membres de l'administration dans le but d'obtenir des faveurs et des facilités. Enfin, le favoritisme se manifeste à travers des cours de renforcements, puis par la tricherie et la fraude, qui peuvent se justifier par existence des enseignants fantômes salariés du système éducatif qui n'ont jamais existé.



Graphique n° 7 : formes de corruption les plus répandues en milieu scolaire selon les enseignants



Graphique n°8 : formes de corruption les plus répandues en milieu scolaire selon le personnel administratif

3.7 Pratiques de la corruption en milieu scolaire, enjeux divers

Abordant les enjeux de la corruption en milieu scolaire, Hallak & Poisson (2009) montrent que cette pratique influe sur l'accès à la ressource éducative, la qualité du système éducatif et l'équité même du système éducatif.

Les pratiques corruptives en milieu scolaire nigérien entraînent des enjeux multiples qu'on peut observer non seulement au plan de la qualité des enseignements apprentissages mais aussi au niveau de l'image générale de l'école. En effet, depuis une décennie les examens de fin d'année ont toujours été entachés d'irrégularité à cause des fraudes massives de tout genre constatées au niveau des candidats, des parents et même des enseignants. Des diplômes comme le BAC ou le BEPC furent

alors considérés comme des articles ou des produits qui s'achètent favorisant ainsi l'émergence d'un marché de diplômes. Tout ceci envers et contre les bonnes pratiques pédagogiques. Cette situation a été favorisée en partie par le processus de recrutement d'enseignants contractuels dont la seule condition était d'avoir le BAC ou le BEPC selon le cas.

Mais à l'intérieur du système scolaire, les trafics d'influence, l'achat des notes et autres comportements similaires contribuent à détériorer les rapports entre les différents acteurs. La première conséquence est la perte de l'autorité du maître car, sachant que désormais tout peut s'acheter à l'école, certains élèves s'adonnent volontiers à des pratiques malsaines caractérisées par l'indiscipline ou l'incivilité dont les maîtres sont les principales victimes.

La pratique de la corruption a un impact sur la qualité de l'enseignement. En effet, beaucoup de travaux mettent l'accent sur les cours privés organisés par les enseignants (Abdourahamane, 2015) qui constituent pour eux des stratégies de mobilisation de ressources alors que de telles pratiques entraînent forcément les trafics d'influence. L'enseignant hanté par l'idée de renforcer son pouvoir d'achat à travers les cours privés ou autres pots de vin se focalise plutôt sur le cours de remédiation que le cours officiel. En outre, les élèves inscrits à la remédiation bénéficient plus de l'attention du maître que les autres. Ce qui renforce aussi les inégalités scolaires entre les élèves.

Sur tout un autre plan, l'idée que l'argent peut tout résoudre dans la société et surtout en milieu scolaire explique les pratiques corruptives même au niveau des parents d'élèves qui sont prêts à mettre tout en œuvre pour la réussite de leurs enfants. Cette mutation des pratiques des acteurs du système éducatif entraîne forcément la transformation de la société au point où la corruption n'est plus perçue comme un dysfonctionnement mais un préliminaire à chaque service.

La pratique de la corruption compromet l'intégrité et la fiabilité des modes de certification de l'enseignement, en induisant le scepticisme sur la validité des résultats et le soupçon sur la réalité des performances scolaires. Il est de notoriété que la participation aux examens de fin d'années pour la surveillance et les corrections des épreuves représente un enjeu pour les enseignants. Car, en plus des primes dont ils bénéficieraient, certaines pratiques officieuses permettraient d'avoir de l'argent. C'est la fameuse pratique des réseaux de correcteurs. Ce qui, en partie, expliquerait aussi la baisse de niveau constatée à tous les niveaux du système éducatif.

L'école nigérienne est mal vue de l'intérieur comme de l'extérieur du pays. La fiabilité des diplômes devient de plus en plus douteuse et les partenaires au développement, œuvrant dans le secteur éducatif, ont commencé à afficher leur méfiance.

Enfin, au niveau de l'Etat la corruption en milieu scolaire annihile tous les efforts déployés en termes de politique éducative notamment à travers les pertes de ressources injectées dans le système éducatif. L'économiste Mokaddem (2010) remarque que la corruption favorise le gaspillage et la mauvaise allocation des recettes de l'Etat. En effet, malgré la modicité de ses ressources économiques (Himadou, 2006), l'Etat tente tant bien que mal de répondre aux exigences du secteur de l'éducation mais certains acteurs sont payés alors qu'ils ne rendent pas

convenablement le service pour lequel l'Etat les a engagés. Ce qui contribue à l'inefficacité des outputs car la main d'œuvre formée dans des conditions de corruption ne répond généralement pas aux attentes de la société.

4. Discussion

D'une manière générale les pays en développement apparaissent comme les plus vulnérables à la corruption, que les conditions s'y prêtent (Gray & Kaufmann, 1998).

La corruption domine le monde éducatif nigérien. Parmi les causes déterminantes on retrouve la pauvreté et les comportements culturels (petite corruption, pot de vin, trafic d'influence) cités presque unanimement par les acteurs. Or, d'après les différents rapports des organisations de lutte contre la corruption au Niger, ce phénomène touche tous les secteurs de la vie socioéconomique et politique (Transparency international, 2004) Les récentes révélations de pratiques scandaleuses à plusieurs niveaux de la chaîne de l'éducation notamment le phénomène d'enseignant fictif ou de double emploi, montrent si besoin est que le secteur éducatif souffre du mal de la corruption. Au Niger, la démocratisation a certes permis l'émergence de la libre expression, mais elle a aussi révélé que la politique est surtout un moyen d'accéder aux avantages que procure l'occupation de certains postes. La politisation à outrance de l'administration publique a exacerbé depuis une décennie la corruption en son sein. En effet, Le comportement de certains acteurs politiques une fois aux commandes des affaires publiques, qui se caractérise par le népotisme, le clientélisme et le favoritisme, est désormais le modèle qui est reproduit par nombre de responsables. L'éducation n'échappe évidemment pas à cette règle.

Les buts visés par les acteurs de l'école sont nombreux et se résument à la recherche de la satisfaction des besoins scolaires par des moyens très souvent illégaux. Pour désigner la corruption en milieu scolaire, les acteurs parlent de trafic d'influence, de trafic de notes, de favoritisme et de recrutement parallèle.

Le trafic d'influence se fait le plus souvent sur la base de chantage, d'abus d'autorité ou de lien de parenté et/ou d'amitié. Le trafic de note quant à lui se manifeste par la falsification de notes dans les relevés ou les cahiers de notes lors des conseils d'orientations. Le favoritisme se manifeste à travers des cours de renforcements, puis par la tricherie et la fraude.

Chez les jeunes filles en particulier, la corruption se manifeste par l'entretien de relations entre élèves et enseignants ou entre élèves et personnel administratif dans le but d'obtenir des faveurs et des facilités. Ce qui contraste avec les bonnes mœurs en vigueur dans la société nigérienne

En ce qui concerne les responsabilités, elles sont partagées car dans beaucoup de cas, des parents d'élèves, d'élèves, d'enseignants ou même des membres de l'administration, ont proposé aux enseignants ou aux examinateurs, de l'argent en échange des notes, des diplômes, des corrigés d'épreuves, etc.

Concernant les mesures palliatives, du point de vue des normes officielles, plusieurs dispositions existent en matière de lutte contre la corruption au Niger. Ainsi, le code pénal nigérien a déterminé les peines applicables en cas de corruption. En dehors de ces règles ordinaires, des institutions spécialisées dans le cadre de la lutte contre

la corruption sont créées par les pouvoirs publics et la dernière en date est la Haute Autorité pour la Lutte Contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) en 2011. Mais il convient de noter que toutes ces dispositions ne sont pas toujours appliquées de manière systématique compte tenu surtout d'une certaine culture de l'impunité qui gangrène la société. Pour le système éducatif nigérien, la corruption est donc plus qu'un enjeu. Pas plus grave que les autres notamment la bonne gouvernance et la qualité du service d'éducation, la corruption qui est avant tout une pratique courante constitue une problématique importante du système éducatif nigérien.

CONCLUSION

Si les réformes du système éducatif ont, dans bon nombre de situations, permis de résoudre certains problèmes de l'école, il y a lieu de s'inquiéter pour ce qui est des pratiques corruptives en milieu scolaire. En effet, malgré l'existence d'importants dispositifs pour lutter contre la corruption en général, cette pratique continue à s'enraciner dans les comportements quotidiens des acteurs de l'école. Personne n'est épargné. Élèves, parents, enseignants et personnel administratif, tous sont concernés. Chacun est vulnérable car dans ses manifestations la corruption tend à se faire accepter socialement. Le fait, par exemple, de demander à un enseignant d'aider un enfant à passer illégalement en classe supérieure semble normal au Niger. Le refus de la personne chargée d'offrir ce service est même mal vu par la société. Pourtant la mission officielle de l'école est d'inculquer aux apprenants les normes et les valeurs de la société. Mais à l'épreuve des faits, on s'aperçoit que cette mission est compromise car les apprenants sont exposés au risque de développer eux-mêmes des pratiques corruptives. C'est pourquoi certains acteurs de l'école proposent de se servir de l'école elle-même pour combattre la corruption.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abdallah, A. (2006). *Emploi, chômage et pauvreté au Niger*. Niamey : INS.
- Abdourahamane M. M. (2009). Formation universitaire et emploi à Niamey au Niger. Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle en sociologie, UCAD, Dakar.
- Abdourahamane M. M. (2015). Les acteurs locaux face à leur difficile appropriation de la gestion des établissements scolaires publics : l'exemple des COGES dans le 3^{ème} arrondissement communal de Niamey au Niger. *Revue DEZAN*, 010, 263-276.
- Abdourahamane, M. M. (Novembre 2015), Remédiation formelle à l'Ecole Mission garçons de Niamey au Niger : renforcement de capacités ou d'inégalités sociales des élèves ? *Nazari, revue africaine de philosophie et de sciences sociales*, 001, 207-219.
- Amundsen, I. (2000). *Corruption. Definition and concepts*. Bergen : Chr. Michelson Institute.
- Amadou, H. (2016). *Le Niger traque les enseignants fictifs*. BBC Afrique. http://www.bbc.com/afrique/region/2016/06/160613_niger-education.
- Association Nigérienne de Lutte Contre la Corruption et Transparency International, (ANLC/TI), (2004). *La corruption dans l'enseignement supérieur. Les perceptions*

du public. Tiré de

https://www.liportal.de/fileadmin/user_upload/oeffentlich/Niger/20_geschichte-staat/antikorrupsionsbericht.pdf. Consulté le 16/06/2018.

Assogba, Y. (1999). *La sociologie de Raymond Boudon*. Québec : Les Presses de l'Université Laval-l'Harmattan, 321 pp. Collection sociologie contemporaine.

Banque Mondiale(BM). (1998). *Le Savoir au service du développement*, Résumé du rapport, Washington DC.

Bolliet, D. & Schmitt J.P. (2002). *La socialisation*. Rosny : Bréal.

Cheryl, W. G & Kaufmann, D. (1998). *Corruption et Développement, Finances & Développement*. Washington DC : Banque Mondiale.

Daouda, A., Abdourahamane, M.M. et Chékaraou, N. (2ème semestre 2015). Stratégies parentales et orientations scolaires au Niger : analyse sociologique des déterminants du choix de la formation en Agent de Santé de Base à l'Ecole Nationale de Santé Publique (ENSP) de Niamey au Niger. *Annales de l'Université Abdou Moumouni*, Tome XIV-B, 12-23.

Ettien, A. A., Bende, N.F.B et Konan, K. A. (2007). *Corruption en Milieu Scolaire et Education des Filles*. Abidjan : ROCARE.

Guengant, J.P. & Maga, H. I. (2015). *Bilan des d'activités de planification familiale au Niger depuis les années 1990*. [En ligne]. Paris : IEDES -Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017. 84 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°4). Disponible sur : < <http://iedespubli.hypotheses.org/monographies-sud-nord> >.

Hallak, J. & Poisson, M. (2009). *Ecoles corrompues, universités corrompues : que faire ?* Paris : UNESCO.

Himadou, A. (13 juin 2016). *Le Niger traque ses enseignants fictifs*. BBC Afrique. Tiré de http://www.bbc.com/afrique/region/2016/06/160613_niger-education.

Institut National de la Statistique(INS). (2014). *Le Niger en chiffres*.

Mokaddem, L. *La corruption compromet elle la réalisation de l'éducation pour tous ? : Les canaux de transmission*. In http://jaga.afrique-gouvernance.net/_docs/a_lamia_mokade.pdf consulté le 21 décembre 2016.

Niandou, K. (2011). *La corruption des Fonctionnaires au Niger en 2011*. Mémoire de droit. Université Abdou Moumouni de Niamey, FSEJ, 56 pages.

Ngassa, N.Y.D. (2016). *La corruption en milieu scolaire au Cameroun : les opinions des élèves comme moyen de compréhension du phénomène*. <hal-01292240>.

Rabiou, R., Boube M., Malam Moussa, L. (2007). *Impact de la contractualisation sur la qualité de l'enseignement et des apprentissages au cycle de base1 au Niger*. ROCARE.

Tidjani Alou, M. (2005). *La lutte contre la corruption au Niger. Communication préparée dans le cadre des journées parlementaires le 03 Juin 2005*. Etudes et travaux du LASDEL n°39.

Transparency international. (2004). Rapport mondial sur la corruption. Karthala, 432 pages. <http://www.dissertation gratuite/Com/dissertation/la corruption en milieu scolaire 2012>.

Transparency international. « Baromètre mondial de la corruption 2010 », <http://www.transparency de fille admin/pdf/Korruption indices/GIB 2010.pdf> (consulté le 4 janvier 2013).

Tsobo, T. & Cedrick, J. (2014). *Campagne de sensibilisation sur la corruption. Corruption et fraude en milieu scolaire et sanitaire au Congo Brazaville*. Tiré de <http://etico.iiep.unesco.org>, consulté le 29 /03/2018.